



LILLE

209 rue Nationale
59000 LILLE
06 70 74 48 63

Bulletin Académique

Novembre 2016



Éditorial

Depuis la rentrée scolaire 2016, l'enseignement professionnel initial sous statut scolaire a fait l'objet de nombreux articles dans différents médias. À la lecture de ces articles, le constat est très inquiétant.

En effet, sont listés les différents problèmes que l'ensemble de la profession connaît depuis plusieurs années. Problèmes qui ne cessent d'augmenter : difficultés d'exercer correctement son travail, remise en cause de la formation initiale sous statut scolaire, baisse des moyens, emprise par les Régions des cartes de formations...

Ce bulletin reprend 3 articles parus dans différents médias, **dont le Canard Enchaîné**, qui résumant parfaitement le malaise dans l'enseignement professionnel.

D'ailleurs sans lire ces articles, chacun constate, dans son lycée, que des collègues de plus en plus nombreux connaissent un mal-être au travail qui s'amplifie souvent par un sentiment d'abandon de la part de la hiérarchie et de l'institution. Cette souffrance est, en effet, rarement prise en compte dès que l'enseignant présente ces signes alarmants.

Plus dramatique, ce sentiment d'abandon, peut parfois amener à franchir un point de non-retour.

Vous trouverez un communiqué du SNUEP-FSU Guyane, concernant un collègue enseignant en Guyane, originaire de notre région, qui s'est donné la mort courant septembre...

L'institution est clairement mis en cause !

Soyons solidaires devant les difficultés rencontrées et montrons une force capable de s'opposer à la politique menée contre l'enseignement professionnel initial sous statut scolaire.

Adhérons, faites adhérer au SNUEP F.S.U. afin de représenter une force d'action et de contre-proposition.





Cayenne le 24/09/2016

Cyril (LASSANA)

Nous avons le regret de vous annoncer la disparition dramatique de notre collègue Cyril LASSANA, professeur de maths-physique au lycée TARCY et depuis la rentrée au LP. Bertene JUMINER.

Cyril était un « bon pti gars » aux intelligence et culture énormes, en plus de toutes ses qualités humaines et son franc-parler qui faisaient de lui, un collègue, un camarade, un frère, unique de nos jours.

Cyril est parti car l'enseignant qu'il était, n'en pouvait plus. Car, ce sont bien les manques volontaires, de bienveillance et d'écoute de ses supérieurs, la volonté de ne pas considérer ses souffrances en ne traitant pas ses rapports ou demandes d'aides, le sentiment d'humiliation ressenti lors de sa dernière inspection et tout dernièrement, l'impression d'ignorance et d'indifférence méprisante du recteur à ses cris d'alarme, qui l'ont démolé.

Sa disparition fait très mal à tous ceux qui l'ont connu, car ils se souviennent d'un collègue, d'un camarade, d'un frère tellement heureux et fier de devenir il y a 2 ans, lauréat du PLP maths-physiques... Son « C'est le plus beau jour de ma vie !!! » résonne encore.

Sa décision d'en finir nous enfonce dans une tristesse incommensurable, lui qui s'était tellement battu il y a 2 ans pour continuer en Guyane où il vivait depuis 6 années, alors qu'il était affecté dans l'académie de Versailles pour son stage.

Le bureau du SNUEP Guyane, profondément choqué et attristé par la disparition de Cyril, s'associe à la douleur des professeurs de TARCY qui l'ont aimé et fréquenté.

Et nous présentons nos condoléances si sincères et si émues, à sa famille éplorée, dévastée par la perte d'un fils, qu'ils ne reverront plus jamais.

Le bureau du SNUEP Guyane

Enseignement professionnel : malgré la hausse des effectifs, le nombre de PLP diminue

Alors que le nombre d'élèves en lycées pros augmente et passe à 528 000, le nombre de profs baisse. L'enseignement professionnel a ainsi perdu 3 340 postes en 4 ans

Une information capitale qui serait presque passée inaperçue si le Canard Enchaîné ne l'avait pas pointée du doigt : l'enseignement professionnel a perdu 3 340 équivalents temps plein depuis 2012.

Cette donnée fournie par le SNUEP-FSU (Syndicat national unitaire de l'enseignement professionnel), a été « confirmée » par le ministère de l'Education Nationale au journal satirique. Elle ne manque pas d'inquiéter les professeurs de lycée professionnel (PLP), puisque pour la 4e année consécutive, les effectifs augmentent dans l'enseignement professionnel, avec 528 000 élèves scolarisés dans cette voie (un tiers des lycéens français).

« Pas un seul poste prévu » pour l'enseignement pro

Pour le SNUEP, qui dénonce un « manque criant de personnels pour encadrer et dispenser des formations de qualité », les milliers de postes perdus par les lycées professionnels ont permis au ministère « de financer des mesures desquelles l'enseignement professionnel public est exclu », notamment l'Education prioritaire ou la mise en place de la pondération en Lycée d'enseignement général et technologique (LEGT).

Alors que l'Education Nationale promettait en 2012 de créer 54 000 postes, « pas un seul n'était prévu pour l'enseignement pro », selon Sigrid Gérardin, secrétaire générale du SNUEP, interrogée par le Canard Enchaîné

Une baisse des crédits pédagogiques de 30%

Le syndicat s'inquiète aussi de la baisse, depuis 2014, de 30% des crédits pédagogiques affectés au fonctionnement des lycées pros (le ministère ayant « budgétisé 2 000 élèves en moins »), qui « impacte directement leur fonctionnement pédagogique, en détériorant la qualité des formations qui y sont dispensées. »

Pour le SNUEP, qui tenait le 2 septembre sa conférence de rentrée (relayée par AEF), il existe un énorme « décalage » entre le discours de Najat Vallaud-Belkacem et « la réalité » des politiques menées. Ainsi, « malgré les discours autour des 30 ans du bac professionnel, aucune véritable mesure n'a été prise depuis 2012, ni pour les personnels, ni pour les élèves » – et rien ne serait prévu par la ministre pour inverser la tendance.

Un « appel collectif » pour « l'avenir » des lycées professionnels

Pour « améliorer les conditions d'études et les conditions de travail des personnels », le syndicat réclame des « moyens supplémentaires ». Il appelle aussi à signer « l'appel collectif pour l'avenir des lycées professionnels », une pétition du « Collectif pour l'enseignement professionnel public », qui a déjà recueillie 1452 signatures, et qui demande au gouvernement « d'enfin considérer l'enseignement professionnel comme un investissement pour l'avenir ».

À noter que le SNUEP, que nous avons interrogé en septembre 2015 à l'occasion des 30 ans du Bac Pro, estime à 10 000 le nombre de postes de PLP supprimés en 10 ans.

Fabien Soyez
VousNousils

Appel collectif pour l'avenir des lycées professionnels

Si vous ne n'avez toujours pas signé la pétition concernant la défense de l'enseignement professionnel, n'hésitez pas à vous connecter sur le lien ci-dessous :

<https://www.change.org/p/najat-vallaud-belkacem-appel-collectif-pour-l-avenir-des-lycées-professionnels>



**Pour l'enseignement professionnel
> Offensifs et engagés!**

Enseignement : la grande misère des lycées professionnels

Alors que Najat Vallaud-Belkacem veut reporter l'âge de fin de scolarité de 16 à 18 ans, les lycées professionnels peinent à absorber les effectifs

Selon le ministère de l'Éducation, et les discours de la ministre, l'Enseignement professionnel constitue une priorité. Beaucoup de choses ont été tentées, comme de définir des troncs communs entre CFA (apprentissage), Greta (formation permanente) et lycées professionnels. Mais, un, les résultats ne sont pas là, et de deux, le nombre des enseignants est en baisse.

Annonce mal programmée

Najat Vallaud-Belkacem a proposé hier de prolonger la scolarité obligatoire à 18 ans alors que le Canard enchaîné du jour titrait « L'École et la filière pro... de chagrin ».

Ce nième article sur les lycées professionnels et l'apprentissage se concentre sur un déficit de 3 340 postes de professeurs non pourvus. Le seraient-ils qu'il n'est pas sûr que les résultats seraient d'autant améliorés.

Selon le Cnesco (Conseil national d'évaluation), sept mois après leur sortie du lycée, 47 % des présumés qualifiés sont au chômage. Cela tient aussi à la faiblesse des réussites des lycéens qui tentent d'intégrer un IUT ou d'obtenir un BTS. Près de 60 % échouent à obtenir un DUT ou un brevet. Et encore, c'est dans les filières les plus encombrées qu'ils réussissent ; celles aussi qui exigent le moins d'investissement matériel.

Ainsi des formations en gestion/administration ou commerce/vente qui conduisent à se retrouver derrière la caisse d'un supermarché. Elles rassemblent six lycéens pros sur dix qui, trois ans plus tard, sont près d'un tiers abonnés à Pôle Emploi.

De plus, beaucoup de formations techniques sont obsolètes, les professeurs conservant leurs postes et leurs méthodes qui n'ont pas évolué, faute de motivation ou... de mise à disposition de machines ou matériels adaptés. Prévoir un allongement de deux ans de la scolarité dans ces conditions conduira à quoi ?

Une variable d'ajustement ?

Coûteux, pour les formations réellement qualifiantes et débouchant sur un emploi, l'enseignement professionnel constitue-t-il une variable d'ajustement budgétaire pour l'enseignement général ? Les 54 000 postes promis en début de quinquennat sont pourvus aux trois-quarts, mais pas dans les filières professionnelles. Les 4 000 postes de soutien ont été affectés aux collègues, souligne le syndicat SNUEP-FSU.

Et les crédits pédagogiques sont en baisse depuis 2012. Le Canard relève que les futurs bouchers préparent du veau en taillant de la dinde, moins chère. Que des voyages pour

la filière mode sont annulés. Que les régions et les départements se désengagent, obligeant des lycéens à payer cher leurs propres outils... ou essayer de s'en passer (le coût s'élevant à près de 600 euros dans certaines filières).

200 CAP, 100 bacs sont aux programmes et les cours sont suivis par un tiers des lycéens du secondaire. Beaucoup de formations vont pâtir de la robotisation et d'une informatisation accrue.

Le recrutement des enseignants a aussi chuté depuis la « mastérisation » (le concours n'étant plus désormais ouvert au niveau de la licence).

Le niveau initial des lycéens est faible, ceux provenant de milieux plus aisés se tournant vers des écoles privées.

L'orientation est ressentie subie, découlant souvent de l'échec scolaire antérieur. Qui a été mal corrigé car les redoublements représentent des investissements (immobiliers, matériels, et de fonctionnement : les redoublants surchargent les classes).

Or, les employeurs considèrent que trop de diplômés ne seront pas assez évolutifs, faute d'une maîtrise des compétences générales fondamentales. Dans pratiquement tous les pays de l'OCDE, pourtant, sauf en Suède, l'enseignement professionnel est présumé garantir une meilleure insertion professionnelle que la filière générale. Sauf que, beaucoup d'emplois, mal rétribués, ne correspondent pas à la formation reçue et ne sont pas moins précaires. Le bac pro a été institué voici 31 ans, suscitant de grands espoirs, pour beaucoup à présent déçus.

Blastingnews.com

L'école et sa filière pro... de chagrin

Les lycées professionnels perdent des milliers de profs. Et leurs budgets s'effritent

TROIS mille trois cent quarante postes de moins ! C'est — calculé en « équivalent temps plein » — le déficit de profs dans l'enseignement professionnel accumulé depuis 2012.

Cette baisse spectaculaire, confirmée au « Canard » par le ministère, est particulièrement voyante, alors qu'un tout récent rapport de l'OCDE vient de rappeler que l'école française est l'une des plus inégalitaires des pays riches. Parmi les causes, le manque de soutien aux élèves en difficulté, dont une partie se retrouvent en « pro ». Et la surprise est encore plus grande quand on se rappelle la promesse de l'ex-candidat Hollande — tenue aux trois quarts — de créer 54 000 emplois, de la maternelle à la terminale... Le même futur président nourrissait de grandes ambitions pour l'apprentissage, étroitement lié à l'enseignement pro. Las ! malgré l'objectif de 500 000 apprentis maintes fois réaffirmé, la France ne dépasse que de peu les 400 000.

Bac à l'économie

Cette déperdition de profs était, jusqu'à présent, passée inaperçue, mais elle a été soulignée par les syndicats après les propos satisfaits de Najat Vallaud-Belkacem : « Je suis particulièrement engagée en matière d'enseignement professionnel, parce que je sais que beaucoup de l'avenir de notre pays se joue ici. ». En juin, pourtant, le Conseil national d'évaluation du système scolaire semblait douter de l'« engagement » de sa ministre de tutelle. « Les politiques scolaires n'ont pas été à la hauteur des enjeux, notait-il dans un rapport. Il en résulte, aujourd'hui, un enseignement professionnel éclaté, entre quelques réussites ponctuelles (...) et de graves dysfonctionnements qui affectent les destins des jeunes parmi les plus fragiles de notre pays. »

Pourquoi ce déficit ? « Ce sont les conséquences de la réforme du bac pro, passé de quatre à trois ans sous l'ancienne majorité », explique le cabinet de la ministre. Mais la nouvelle majorité n'a fait aucun zèle depuis. « Dans les fameux 54 000 postes supplémentaires, pas un seul n'était prévu pour l'enseignement professionnel ! » peste Sigrid Gérardin, co-secrétaire générale du SNUEP-FSU. « Quant aux 4 000 postes pour les élèves en grande difficulté, pour lesquels on pouvait espérer un geste pour les filières pro, ils ont tous été réaffectés à la réforme du collège... »

Savoir régions garder

Cette réduction s'accompagne, depuis 2012, d'une baisse de près de 30 % des « crédits pédagogiques » affectés au fonctionnement des lycées pro. Petites conséquences concrètes : à Limoges, la filière boucherie utilise de la dinde pour le cours sur la préparation du veau... Dans un bahut de Laon (Aisne), raconte son proviseur, Gilles Bayard, « les élèves du bac pro "métiers de la mode" ont dû renoncer à un voyage à Paris, où ils devaient assister à un défilé et rencontrer des professionnels. Et, pour les travaux de sécurisation du lycée, qui date de 1887, je ne sais pas encore comment on va faire ».

De son côté, la FIDL, l'un des principaux syndicats de lycéens, dénonce un risque de déclassement des futurs emplois, citant « ces élèves titulaires d'un bac "gestion et administration" qui se retrouvent derrière une caisse de supermarché ». L'organisation, proche du PS, critique aussi les régions et les départements qui multiplient les économies sur le dos des jeunes. « La Bretagne, les Hauts-de-France, la Nouvelle-Aquitaine ont tous supprimé leurs chèques livres pour les lycéens... Le département de la Somme a annulé 73 000 euros d'aide de rentrée pour les familles défavorisées. Or le coût de la rentrée pour un lycéen en filière professionnelle est beaucoup plus élevé que dans la filière générale. » Une double peine pour les plus modestes, car un élève en filière coiffure, aéronautique ou boucherie devra déboursier autour de 600 euros pour son matériel de rentrée.

C'est pourtant sur ces mêmes régions que le ministère s'appuie pour promettre 1 000 nouveaux postes et 500 nouvelles filières dans l'enseignement pro, dès la rentrée... 2017. Quatre mois après la présidentielle, on aura eu le temps de voir venir.

Jérôme Canard
Le Canard Enchaîné

Extrait de la déclaration SNUEP-FSU au
CAEN (Conseil Académique de
l'Éducation Nationale)
du 4 octobre 2016 auprès du Recteur

(...) En lycée professionnel, les difficultés s'accroissent : effectifs lourds, heures de cours non prévues dans les dotations et effectuées en HSE, langues vivantes qui ne correspondent pas au parcours des élèves.....

Tous les ingrédients de potentiels décrochages sont là.

D'ailleurs au regard du constat de rentrée dans les LP, il est très inquiétant de relever une baisse de 600 élèves en seconde professionnelle. Cette diminution est la conséquence de la volonté rectorale d'orienter les élèves en priorité vers une seconde générale, sans tenir compte de leurs difficultés.

Cette orientation forcée est loin de prouver son efficacité, puisque 1 an plus tard, ce sont près de 400 élèves qui réintègrent une première professionnelle, sans compter le décrochage à l'issue de la seconde générale.

Quel est l'intérêt d'une telle politique ? L'institution voudrait décourager les élèves en échec scolaire, qu'elle ne s'y prendrait pas autrement !

À quel moment le système éducatif mettra sur un même pied d'égalité l'enseignement professionnel sous statut scolaire avec l'enseignement général ? Seulement depuis plusieurs années, un travail de sape détruit méthodiquement la formation professionnelle sous statut scolaire au détriment des élèves et des enseignants. (...)

